

# LA SANTÉ NOTRE BIEN COMMUN, DÉFENDONS-LA !

Face à la crise financière de 2008, à ses conséquences économiques et sociales, les politiques de l'Union Européenne n'ont fait qu'aggraver la situation sanitaire et sociale pour les peuples, au profit de la finance. Pourtant l'échelon européen pourrait être un échelon efficace pour construire des solidarités, pour relever les grands défis du développement humain, du progrès social, de la recherche, de l'espérance de vie en bonne santé. « **Refonder l'Europe** » c'est porter le projet d'un nouveau pacte social européen, d'une clause de non-régression sociale et d'harmonisation sociale par le haut. Soit un nouveau modèle de développement humain durable, réellement solidaire et coopératif.

*Tous concerné·e·s*



**L'HOPITAL PUBLIC**  
*Notre bien commun*

## **Défendre et étendre les services publics de santé en Europe.**

Les centaines de milliards déversés par la Banque Centrale Européenne (BCE) vers les banques privées, doivent servir à la création d'un fonds européen de développement social et écologique pour financer par des crédits à taux zéro des investissements et des dépenses de développement dans le système de santé, notamment l'investissement hospitalier, la perte d'autonomie, la recherche...

## **Sécurité Sociale et Europe**

Même si la majorité des pays de l'OCDE ont mis en place un système de soins de santé accessible à ses citoyen·nes, ce droit est de plus en plus menacé. Il faudrait faire confiance au marché pour améliorer la

protection sociale alors que cette dernière n'a été obtenue qu'aux prix de luttes populaires, le marché n'ayant jamais rien cédé de lui-même. Nous devons nous engager à faire de l'Europe sociale et de la santé, celle de la solidarité où la santé serait considérée comme un bien commun et non une marchandise négociable entre des individus et les fournisseurs sur un marché commercial. Un droit explicite à la Sécurité Sociale solidaire doit être reconnu.



## Médicaments et Europe

L'Europe doit **mettre un terme à la spéculation sur le médicament** et opposer la force publique aux industriels. Il faut mettre fin, au niveau européen, au système de brevets et aux lobbies pharmaceutiques qui cherchent à influencer les réglementations européennes sous couverture d'une représentation de conseillers experts. Nous devons exiger la transparence des coûts sur les prix revendus par les industriels et faire jouer son rôle à l'état, prévu par la législation, en utilisant la licence d'office, qui met entre parenthèse les droits des fabricants.

Nous devons promouvoir et défendre l'éthique du système transfusionnel français ; le corps humain n'est pas une marchandise.

Il est urgent de sortir le médicament et les produits dérivés du sang de la logique de profit en mettant en place **un pôle public européen du médicament**.

## Droits des femmes et Europe

Nous voulons que l'Europe des droits des femmes devienne une exigence, avec des budgets à la hauteur. Le droit des femmes à disposer librement de leur corps doit devenir la règle dans toute l'Union Européenne.

## Accès à la santé des personnes exilées en France et en Europe

Toute personne étrangère et exilée en France comme en Europe doit pouvoir avoir accès à tous les soins, de façon inconditionnelle, sans suspicion de fraude. Les centres ressources d'appui et d'expertise spécialisés doivent être pérennisés et renforcés, notamment financièrement.

## Europe et luttes en 2019

La déclaration de principe, du Réseau Européen contre la Commercialisation de la santé et de la protection sociale, a été signé par Ian Brossat et les candidat-es qui participent à la liste soutenue par le PCF. Ils et elles s'engagent à défendre et généraliser un système de santé et de protection sociale qui assurent à l'ensemble de la population des services accessibles, fiables, de qualité et non commerciaux avec un financement suffisant et solidaire. Le PCF est engagé, dès sa création, dans ce réseau.

**Nous nous opposons à tous les traités et l'abaissement de toutes les normes sociales, sanitaires et environnementales qu'ils souhaitent nous imposer tout en créant un droit des affaires contre les droits humains. A nous de reconstruire l'espoir d'une autre Europe, l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent.**

**POUR CHANGER NOS VIES, IL FAUT CHANGER LA FRANCE ET L'EUROPE !  
LE 26 MAI, VOTEZ IAN BROSSAT.**

Pour faire le choix  
de l'humain

**J'ADHÈRE**



Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_